

District de: Québec
No division: 01 - Montreal
No cour: 500-11-045170-137
No dossier: 41-1783304

FORMULAIRE 92
Avis de la proposition aux créanciers
(article 51 de la Loi)

Dans l'affaire de la proposition de
A.D.R.C. PEGASUS SURVEILLANCE INC.
de la Ville de Montreal, dans la province de Québec

Avis est donné que A.D.R.C. PEGASUS SURVEILLANCE INC. de Montreal en la province de Québec, a déposé une proposition entre nos mains, en vertu de la Loi sur la faillite et l'insolvabilité.

Ci-inclus une copie de la proposition, d'un état succinct de son actif et de son passif ainsi qu'une liste des créanciers visés par la proposition et dont les réclamations se chiffrent à 250 \$ ou plus.

Une assemblée générale des créanciers sera tenue à 1155, Boul. René-Lévesque Ouest, 20e étage, Montreal, QC, le 26 novembre 2013 à 11:00 heures.

Les créanciers ou toute catégorie de créanciers ayant droit de voter à l'assemblée peuvent, au moyen d'une résolution, accepter la proposition, telle que formulée ou telle que modifiée à l'assemblée. Si la proposition est ainsi acceptée et si elle est approuvée par le tribunal, elle deviendra obligatoire pour tous les créanciers ou pour la catégorie de créanciers visés.

Les preuves de réclamation, procurations et formulaires de votation dont l'usage est projeté à l'assemblée doivent nous être remises au préalable.

Daté le 12 novembre 2013, à Montréal en la province de Québec.

MNP LTÉE - Syndic
Par:

Robert Takash
1155, boul. René-Lévesque Ouest, 20e étage
Montréal QC H3B 2J8
Téléphone: (514) 932-4115 Télécopieur: (514) 932-9195

District of: Quebec
Division No. 01- Montreal
Court No. 500-11-045170-137
Estate No. 41-1783304

FORM 92
Notice of Proposal to Creditors
(Section 51 of the Act)

In the matter of the proposal of
A.D.R.C. PEGASUS SURVEILLANCE INC.
of the city of Montreal, in the Province of Quebec

Take notice that A.D.R.C. PEGASUS SURVEILLANCE INC. of the city of Montreal in the Province of Quebec has lodged with us a proposal under the Bankruptcy and Insolvency Act.

A copy of the proposal, a condensed statement of the debtor's assets, and liabilities, and a list of the creditors affected by the proposal and whose claims amount to \$250 or more are enclosed herewith.

A general meeting of the creditors will be held at 1155, Boul. René-Lévesque Ouest, 20e étage, Montreal, QC on the 26th day of November 2013 at 11:00 o'clock AM.

The creditors or any class of creditors qualified to vote at the meeting may by resolution accept the proposal either as made or as altered or modified at the meeting. If so accepted and if approved by the court the proposal is binding on all the creditors or the class of creditors affected.

Proofs of claim, proxies and voting letters intended to be used at the meeting must be lodged with us prior to the commencement of the meeting.

Dated at the City of Montréal in the Province of Quebec, this 12th day of November 2013.

MNP LTÉE - Trustee
Per:

Robert Takash
1155, boul. René-Lévesque Ouest, 20e étage
Montréal QC H3B 2J8
Phone: (514) 932-4115 Fax: (514) 932-9195

(A form of proof of claim, a form of proxy and a voting letter should be enclosed with each notice.)

CANADA
DISTRICT DE QUÉBEC
N^o DE DIVISION : 01-MONTRÉAL
N^o COUR : 500-11-043897-137
N^o SURINTENDANT : 41-1702936

COUR SUPÉRIEURE
Chambre commerciale

DANS L'AFFAIRE DE LA PROPOSITION DE :

A.D.R.C. PEGASUS SURVEILLANCE INC.

Personne morale dûment incorporée selon la Loi, et ayant son siège social et principale place d'affaires au 5800, D'Iberville, dans la ville de Montréal, province de Québec, H2G 2B7.

Débitrice insolvable

PROPOSITION

Nous, **A.D.R.C. Pegasus Surveillance Inc.**, débitrice susmentionnée (ci-après nommée la « **Société** »), soumettons par les présentes la **Proposition Concordataire** suivante (ci-après nommée la "**Proposition**") en vertu de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité* (ci-après nommée la "**Loi**") :

Aux fins des présentes :

« **Avis d'intention** » s'entend de l'avis d'intention de faire une proposition en vertu de la Loi déposé par la Société le 28 août 2013;

« **Cour** » s'entend de la Cour Supérieure du District de Montréal – Chambre Commerciale;

« **Proposition** » s'entend de la présente Proposition;

« **Ratification** » s'entend de l'approbation de la proposition par la Cour;

« **Syndic** » s'entend de MNP Ltée, le Syndic aux termes de l'Avis d'intention et le Syndic nommé dans la présente Proposition.

1. RÉCLAMATIONS CRÉANCIERS GARANTIS

Les réclamations garanties seront payées conformément aux arrangements actuels entre la Société et les Créanciers Garantis ou conformément à tout arrangement pouvant être conclu à l'avenir entre la société et les Créanciers Garantis.

2. RÉCLAMATIONS PRIORITAIRES DE LA COURONNE ET DES EMPLOYÉS

Les sommes dues à Sa Majesté du Chef du Canada ou d'une province, pouvant faire l'objet d'une demande en vertu du paragraphe 224(1.2) de la *Loi de l'impôt sur le revenu* ou de toute disposition législative provinciale essentiellement semblable et en conformité avec l'article 60(1.1) de la Loi et qui ne seraient pas acquittées au moment du dépôt de l'Avis d'intention, seront payées selon les modalités suivantes :

(a) un montant total de **\$504 895.59** sera versé à l'Agence du Revenu du Canada et l'Agence du Revenu du Québec, payable en (14) versements semi-annuels (aux 6 mois), égaux et consécutifs, de trente-six mille soixante-trois dollars et quatre-vingt-dix-sept cents (36 063.97\$) chacun versés directement au Syndic et débutant trente (30) jours suivant la Ratification de la Proposition et payable aux Créanciers Prioritaires par un versement de dividende effectué une fois l'année par le Syndic et ce, à compter du 15 janvier 2014.

Par l'acceptation de la présent Proposition, et ce, nonobstant toute législation au contraire, il est entendu que l'Agence du Revenu du Canada et l'Agence du Revenu du Québec consent à ce que le montant stipulé ci-avant soit payé au-delà du délai habituel de six (6) mois après la Ratification.

Pour la durée de la proposition, tout manquement ou retard à produire et à payer aux dates prescrites, les rapports et les déclarations concernant la Loi sur les impôts (retenues à la source, particuliers, corporation), la Loi sur la taxe de vente du Québec et la Loi sur la taxe d'accise (TPS), incluant les paiements provisionnels, sera considéré comme un défaut à la proposition.

3. RÉCLAMATIONS CRÉANCIERS PRIVILÉGIÉS

Les réclamations des détenteurs de Réclamations Privilégiées autres que celles mentionnées à la section 2 des présentes seront payées intégralement en priorité sur toutes les Réclamations Ordinaires.

4. RÉCLAMATIONS CRÉANCIERS ORDINAIRES

Les Réclamations Ordinaires, c'est-à-dire les personnes dont les réclamations ne sont pas mentionnées aux paragraphes 1, 2, et 3 comprenant les réclamations de quelque nature que ce soit, exigibles ou non à l'échéance à la date du dépôt de l'Avis d'intention, les réclamations éventuelles ou non liquidées découlant de quelque transaction que ce soit conclue par la Société avant la date du dépôt de l'Avis d'intention, telles que prouvées, compromises ou établies la Cour, seront payées comme suit :

(a) un dividende de **\$40 000** sera versé aux créanciers ordinaires prouvés et ce, dans un délai de soixante (60) jours suivant le paiement intégral des Réclamations Prioritaires mentionnées à la section 2 des présentes.

5. HONORAIRES ET DÉBOURSÉS DU SYNDIC

Le paiement au Syndic de tous ses honoraires, dépenses, engagements et obligations incluant les honoraires d'avocats et d'experts-comptables, qu'entraîneront des procédures découlant de la présente proposition, y compris les frais légaux et les déboursés occasionnés par le règlement d'un litige portant sur le montant d'une réclamation d'un créancier, et par la préparation de la présente proposition, incluant les conseils donnés au débiteur dans cette affaire, sera effectuée par la Société à l'extérieur de la Proposition.

6. COMITÉ DE CRÉANCIERS

Les créanciers peuvent, s'ils le jugent nécessaire, nommer une (1) à cinq (5) personnes à un comité de créanciers (ci-après nommé le « **Comité** »), lequel comité sera investi des pouvoirs suivants :

- a) Conseiller le Syndic relativement aux actions du Syndic sous cette Proposition et aux modifications qui pourraient y être apportées;
- b) Conseiller le Syndic en ce qui a trait à la date de l'envoi à chaque Créancier Ordinaire dont la réclamation a été prouvée tel que prescrit à la section 152(5)c) de la Loi;
- c) Autoriser le versement d'un dividende intérimaire conformément aux dispositions de la présente Proposition;
- d) Autoriser le report de tout paiement en vertu du paragraphe 4, en totalité ou en partie, et ce, à leur entière discrétion à la condition qu'une telle prorogation soit dans l'intérêt des Créanciers Ordinaires et de la Société;
- e) Ajourner, suspendre ou faire ajourner ou suspendre la Ratification des présentes, si besoin.

7. AUTRES

- a) Réclamation contre les administrateurs

L'acceptation de la Proposition par les Créanciers Privilégiés, Prioritaires et Ordinaires tiendra lieu de quittance quant à toutes réclamations contre les administrateurs dont ils peuvent être responsables selon les sections 50 (13) et 50 (14) de la Loi.

- b) Traitements préférentiels et Enquête au sujet des dividendes et des rachats d'actions.

Conditionnellement à la Ratification, les recours prévus aux articles 91 à 101 de la Loi (Traitement préférentiels et Enquête au sujet des dividendes et des rachats d'actions) ne s'appliqueront pas, le tout conformément à la section 101.1 de la Loi.

- c) Transaction.

L'acceptation de la Proposition par les Créanciers Prioritaires et Ordinaires constituera une transaction en faveur de la Société et de ses administrateurs qui pourraient être responsables de toute somme, droit, pénalité, intérêt ou frais découlant directement ou indirectement des obligations de la Société suite à quelque transaction et/ou obligation fiscale antérieure au dépôt de l'Avis d'intention. L'exécution intégrale de la Proposition tiendra lieu de quittance et constituera une transaction en faveur des personnes ci-haut mentionnées, le tout, au sens même de l'article 2631 et suivants du *Code civil du Québec*. Rien aux présentes ne peut être interprété comme une admission de quelque nature ou de responsabilité par quelque personne ou entité juridique mentionnée dans la Proposition.

A.D.R.C. PEGASUS SURVEILLANCE INC. – Proposition

Page | 4

OK

d) Déclarations fiscales.

Il est entendu que la Société déposera, aux autorités concernées, les déclarations et rapports futurs dans les délais prescrits et que les paiements découlant des cotisations, suite au dépôt des déclarations et rapports (impôts, TPS, TVQ, RS) seront effectués tel que prescrit par la législation et/ou règlement en vigueur.

e) Défaut.

En cas de défaut d'exécution d'une des dispositions de la présente Proposition, le Syndic entreprendra, sans délai, les démarches nécessaires en vue de faire annuler la présente Proposition et ainsi de mettre la Société en faillite sans autres avis ni délai que celui prévu au paragraphe 93 A) des Règles sur la faillite et l'insolvabilité.

f) Accaparement fiscal.

Sous réserve de défaut d'exécution de l'une des dispositions de la présente Proposition, l'Agence du Revenu du Canada et l'Agence du Revenu du Québec ne procédera pas à l'accaparement fiscal de quelconque crédit qui serait normalement dû à la Société et ce, à partir du 29 août 2013. Pour fins de clarification, l'Agence du Revenu du Canada et l'Agence du Revenu du Québec accapareront seulement les crédits fiscaux dus à la Société en date du dépôt de l'avis d'intention soit le, 28 août 2013.

g) Désistement de toute opposition fiscale.

La Société s'engage, s'il y a lieu, à se désister de son opposition aux avis de cotisations émis par l'Agence du Revenu du Canada et l'Agence du Revenu du Québec dans un délai de dix (10) jours suivant la Ratification et ce, sans préjudice aux droits des actionnaires et administrateurs de contester un avis de cotisation fait à leur sujet et qui serait lié à leur implication dans la Société.

FAIT à Montréal le 8^e jour de novembre 2013.

MNP LTÉE

Par

Robert Takash, CFP

A.D.R.C. PEGASUS SURVEILLANCE INC.

Par

John Georges

CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC
DISTRICT DE MONTREAL

COUR SUPÉRIEURE

"chambre commerciale"

En matière de la proposition de:

A.D.R.C PEGASUS SURVEILLANCE INC.

corporation insolvable

RAPPORT DU SYNDIC SUR LA PROPOSITION
Article 50.5

J'ai examiné les affaires de la corporation et soumetts aux créanciers ce qui suit:

HISTORIQUE

La corporation opère dans le service de paye et divertissement.

CAUSE DES DIFFICULTÉS

La corporation s'est vue imposer des dettes fiscales.

SITUATION FINANCIÈRE ACTUELLE

Selon les informations obtenues, un résumé de l'estimation de la situation financière au 7 novembre 2013 indique que:

	VALEUR LIQUIDATION
ACTIF	\$
Compte recevable	504,895
PASSIF	
Créanciers garantis	516,822
Créanciers privilégiés	0
Créanciers ordinaires	533,474
Dividende dans l'éventualité d'une faillite	0%

Dividende (Possible) sous la proposition

7.5%

Il est apparent du résumé de la situation financière que si la proposition était rejetée par les créanciers, moins de dividendes seront distribués aux créanciers.

CONDUITE DE LA DÉBITRICE

Le syndic n'a pas encore complété sa revue des transactions révisables, cependant rien ne nous porte à croire qu'une offense aurait pu être commise en vertu de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité*.

AFFAIRES ANTÉRIEURES AVEC LA DÉBITRICE

MNP LTÉE n'a fourni aucun service professionnel à **A.D.R.C PEGASUS SURVEILLANCE INC.** en aucun temps ni en aucune capacité et au meilleur de notre connaissance, n'est pas dans une situation possible de conflit d'intérêt.

RÉMUNÉRATION DU SYNDIC

Les honoraires et débours du syndic sont assumés par un tiers et exclus de la proposition.

RECOMMANDATION

Vu l'absence de possibilité de réalisation dans un contexte de faillite, la proposition offre un remboursement aux créanciers qui est probablement très supérieur à celui envisagé dans un contexte de faillite.

Conséquemment, le syndic est d'avis que la proposition est plus avantageuse qu'une faillite et en recommande l'acceptation par les créanciers.

DATÉ DE MONTRÉAL, ce 7^e de novembre 2013

MNP LTÉE
ADMINISTRATEUR


Robert Takash, CIRP
Administrateur désigné

District de: Québec
 No division: 01 - Montreal
 No cour: 500-11-045170-137
 No dossier: 41-1783304

original modifié

_ FORMULAIRE 78 _
 Bilan - proposition déposée par une entité
 (paragraphe 49(2), alinéa 158d) et paragraphes 50(2) et 62(1) de la Loi)

Dans l'affaire de la proposition de
 A.D.R.C. PEGASUS SURVEILLANCE INC.
 de la Ville de Montreal, dans la province de Québec

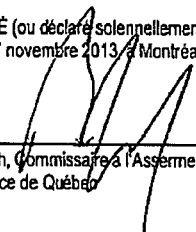
Au débiteur :

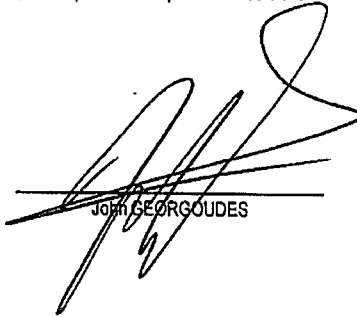
Vous êtes tenu de remplir avec soin et exactitude le présent formulaire et les annexes applicables indiquant la situation de vos affaires à la date du dépôt de votre proposition (ou de votre avis d'intention) le 7 novembre 2013. Une fois rempli, ce formulaire et les listes annexées, constituent votre bilan, qui doit être vérifié sous serment ou par une déclaration solennelle.

PASSIF (tel que déclaré et estimé par l'officier)		ACTIF (tel que déclaré et estimé par l'officier)	
1. Créanciers non garantis: voir liste A	521,547.00	1. Inventaire	0.00
Équilibre de réclamations garantis: voir liste "B"	11,927.00	2. Aménagements	0.00
Créanciers non garantis total	533,474.00	3. Comptes à recevoir et autres créances: voir liste E	
2. Créanciers garantis: voir liste B	504,895.00	Bonnes	504,895.00
3. Créanciers privilégiés: voir liste C	0.00	Douteuses	350,113.00
4. Dettes éventuelles, réclamations de fiduciaire ou autres (voir liste D) pouvant être réclamées pour une somme de	0.00	Mauvaises	0.00
Total du passif	1,038,369.00	Estimation des créances qui peuvent être réalisées	504,895.00
Surplus	NIL	4. Lettres de change, billets à ordre, etc., voir liste F	0.00
		5. Dépôts en institutions financières	0.00
		6. Espèces	0.00
		7. Bétail	0.00
		8. Machines, outillage et installation	0.00
		9. Immeubles et biens réels: voir liste G	0.00
		10. Ameublement	0.00
		11. REER, FERR, Assurances-vie etc	0.00
		12. Valeurs mobilières (actions, obligations, débetures etc.)	0.00
		13. Droits en vertu de testaments	0.00
		14. Véhicules	0.00
		15. Autres biens: voir liste H	0.00
		Si le débiteur est une personne morale, ajoutez :	
		Montant du capital souscrit	0.00
		Montant du capital payé	0.00
		Solde souscrit et impayé	0.00
		Estimation du solde qui peut être réalisé	0.00
		Total de l'actif	504,895.00
		Déficit	533,474.00

Je, John GEORGOUES, de Brassard en la province de Québec, étant dûment assermenté (ou ayant déclaré solennellement) déclare que le bilan qui suit et les listes annexées sont, à ma connaissance, un relevé complet, véridique et entier de mes affaires en ce 7 novembre 2013, et indiquent au complet tous mes biens de quelque nature qu'ils soient, en ma possession et réversibles, tels que définis par la Loi.

ASSERMENTÉ (ou déclaré solennellement)
 devant moi le 7 novembre 2013 à Montréal en la province de Québec.


 85519
 Robert Takash, Commissaire à l'Assermentation
 pour la province de Québec
 Expire le


 John GEORGOUES

District de: Québec
No division: 01 - Montreal
No cour: 500-11-045170-137
No dossier: 41-1783304

FORM 78 - Suite

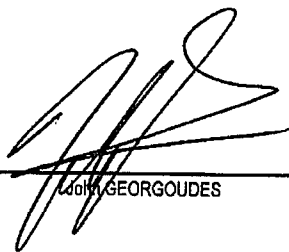
Liste "A"
Créanciers Non Garantis

A.D.R.C. PEGASUS SURVEILLANCE INC.

No.	Nom du créancier	Adresse	Réclamation non garantis	Balance de réclamation	Total réclamation
1	Agence du revenu du Québec Attr: Direction régionale du recouvrement TPS - TVQ - DAS	Secteur R23CPF - 3ième étage 1600 Rene-Lévesque Ouest Montréal QC H3H 2V2	450,000.00	0.00	450,000.00
2	ARC - Agence du revenu du Canada - Québec Attr: CAR/Centre d'arrivage régional d'insolvabilité DAS	2250 rue St-Olivier Trois-rivières QC G9A 4E9	0.00	11,927.00	11,927.00
3	Axia Savvis Consulting	1955 Ch De La Côte-De-Liesse Bureau 212 Ville St-Laurent QC H1N 3A8	2,730.00	0.00	2,730.00
4	B Wills Disposal Service	133 North Bonnington Ave Scarborough ON M1K 1X8	628.00	0.00	628.00
5	Low Murchison Radnof LLP	1565 Carling Avenue, 4th Floor Ottawa ON K1Z 8R1	200.00	0.00	200.00
6	Ministry of Finance Attr: Collections Branch L0307908672	1400, Blair Place, Suite 300, 3rd floor Ottawa QC K1J 9B8	3,201.00	0.00	3,201.00
7	Ontario Ministry of Finance - Land Transfer Tax Attr: Land Transfer Tax Department Attention: Ingy Morgan	PO Box 625 33 King Street West Oshawa ON L1H 8H9	64,788.00	0.00	64,788.00
Total:			521,547.00	11,927.00	533,474.00

07-nov-2013

Date



John GEORGOUDES

District de: Québec
 No division: 01- Montreal
 No cour: 500-11-045170-137
 No dossier: 41-1783304

FORM 78 – Suite

Liste "B"
 Créanciers Garantis

A.D.R.C. PEGASUS SURVEILLANCE INC.

No.	Nom du créancier	Adresse	Montant de la réclamation	Détails de la garantie	Date de la garantie	Évaluation de la garantie	Surplus estimatif de la garantie	Solde non-garanti de la réclamation
1	Agence du revenu du Québec Attr: Direction régionale du recouvrement DAS	Secteur R23CPF - 3ième étage 1600 Rene-Lévesque Ouest Montréal QC H3H 2V2	206,241.00	Créances payables - Entreprise - ADRC Pacifica Surveillance Inc.	27-aoû-2013	206,241.00		
				Créances payables - Entreprise - Groupe Planet Service	27-aoû-2013	0.00		
2	ARC - Agence du revenu du Canada - Québec Attr: CAR/Centre d'arrivage régional d'insolvabilité DAS	2250 rue St-Olivier Trois-rivières QC G9A 4E9	310,581.00	Créances payables - Entreprise - ADRC Pacifica Surveillance Inc.	27-aoû-2013	104,683.00		
				Créances payables - Entreprise - Groupe Planet Service	27-aoû-2013	193,971.00		11,927.00
Total:			516,822.00			504,895.00	0.00	11,927.00

07-nov-2013

Date


 Jean GEORGOUDES

District de: Québec
No division: 01 - Montreal
No cour: 500-11-045170-137
No dossier: 41-1783304

FORM 78 - Suite

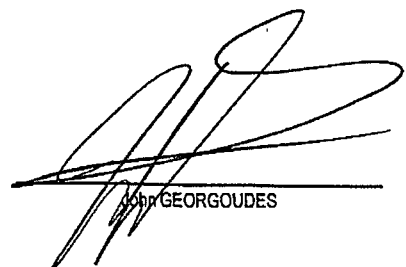
Liste "C"
Créanciers privilégiés pour salaires, loyers, etc.

A.D.R.C. PEGASUS SURVEILLANCE INC.

No.	Nom du créancier	Adresse et occupation	Nature de la réclamation	Période couverte par la réclamation	Montant de la réclamation	Montant payable intégralement	Solde à percevoir en dividendes
Total:					0.00	0.00	0.00

07-nov-2013

Date



J. GEORGOUCES

District de: Québec
No division: 01- Montreal
No cour: 500-11-045170-137
No dossier: 41-1783304

FORM 78 – Suite

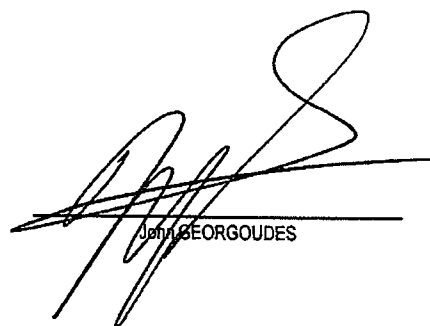
Liste "D"
Dettes éventuelles, réclamations de fiducie ou autres

A.D.R.C. PEGASUS SURVEILLANCE INC.

No.	Nom du créancier ou du réclamant	Adresse et occupation	Montant de la dette ou de la réclamation	Montant qui peut être réclamé en dividendes	Date où la dette a été contractée	Nature de la dette
Total:			0.00	0.00		

07-nov-2013

Date



Jean GEORGOUDES

District de: Québec
 No division: 01 - Montreal
 No cour: 500-11-045170-137
 No dossier: 41-1783304

FORM 78 -- Suite

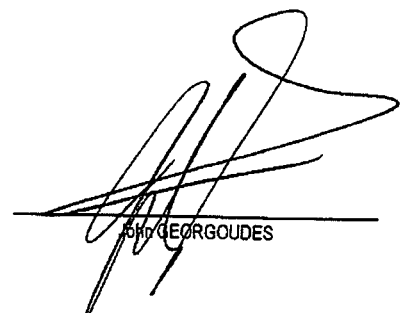
Liste "E"
 Créances payables à l'actif

A.D.R.C. PEGASUS SURVEILLANCE INC.

No.	Nom du débiteur	Adresse et occupation	Nature de la dette	Montant de la dette (bonne, douteuse, mauvaise)	Folio du grand livre ou autre livre portant détails	Date de créance	Évaluation du produit	Détail des valeurs détenues en garantie pour le paiement de la créance
1	ADRC Pacifica Surveillance Inc.	1, rue Noel Montreal QC H0H 0H0	Recevable	310,924.00 0.00 0.00		01-jan-2005	310,924.00	Compte recevable
2	Groupe Planet Service	1 rue Noel Montreal QC H0H 0H0	Recevable	193,971.00 0.00 0.00		17-jan-2005	193,971.00	Recevable
3	Ontario RD Crédit	1, rue Noel Montreal QC H0H 0H0	Recevable	0.00 6,584.00 0.00		17-jan-2005	0.00	Recevable
4	Revenu Canda RD Crédit	1, rue Noel Montreal QC H0H 0H0	Recevable	0.00 93,753.00 0.00		17-jan-2005	0.00	Recevable
5	Revenu Québec RD Crédit	1, rue Noel Montreal QC H0H 0H0	Recevable	0.00 53,090.00 0.00		17-jan-2005	0.00	Recevable
6	Sécurité.ca	1, rue Noel Montreal QC H0H 0H0	Recevable	0.00 196,686.00 0.00		17-jan-2013	0.00	Recevable
Total:				504,895.00 350,113.00 0.00			504,895.00	

07-nov-2013

Date



J. GEORGOUCES

District de: Québec
No division: 01 - Montreal
No cour: 500-11-045170-137
No dossier: 41-1783304

FORM 78 - Suite

Liste "F"

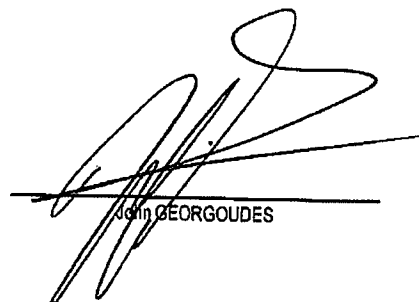
Lettres de change, billets à ordre, gages, hypothèques, charges, privilèges sur biens meubles, etc., disponibles comme actif

A.D.R.C. PEGASUS SURVEILLANCE INC.

No.	Nom du prometteur, accepteur, endosseur, débiteur hypothécaire et garant	Adresse	Occupation	Montant de la lettre ou du billet à ordre, etc.	Date de l'échéance	Évaluation du produit	Détails de tout bien détenu en garantie pour le paiement de la lettre ou du billet à ordre, etc.
Total:				0.00		0.00	

07-nov-2013

Date



John GEORGOUDES

District de: Québec
No division: 01 - Montreal
No cour: 500-11-045170-137
No dossier: 41-1783304

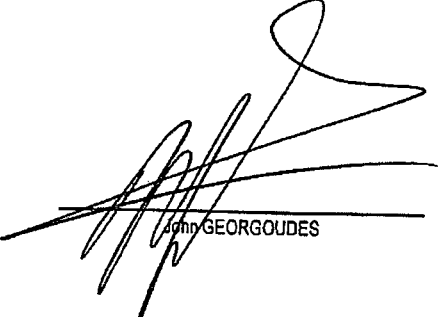
FORM 78 -- Suite

Liste "G"
Immeubles et biens réels appartenant au débiteur
A.D.R.C. PEGASUS SURVEILLANCE INC.

Description de la propriété	Nature du droit du débiteur	Détenteur le titre	Valeur totale	Détails des hypothèques ou autre charges (nom, adresse, montant)	Valeur de rachat ou surplus
Total:			0.00		0.00

07-nov-2013

Date



John GEORGOUDES

District de: Québec
No division: 01 - Montreal
No cour: 500-11-045170-137
No dossier: 41-1783304

FORM 78 -- Fin

Liste "H"
Biens

A.D.R.C. PEGASUS SURVEILLANCE INC.
ÉTAT COMPLET ET NATURE DES BIENS

Nature des biens	Endroit où les biens sont situés	Détails des biens	Coût initial	Estimation des biens qui peuvent être
(a) Inventaire			0.00	0.00
(b) Aménagements, etc.			0.00	0.00
(c) Espèces dans les institutions financières			0.00	0.00
(d) Espèces en caisse			0.00	0.00
(e) Bétail			0.00	0.00
(f) Machines, outillage et installation			0.00	0.00
(g) Ameublement			0.00	0.00
(h) Assurances-vie RÉER, FÉER etc.			0.00	0.00
(i) Valeurs mobilières/Titres			0.00	0.00
(j) Droits en vertu de testaments, etc.			0.00	0.00
(k) Véhicules			0.00	0.00
(l) Taxes			0.00	0.00
			Total:	0.00

07-nov-2013

Date


John GEORGOUDES

District de: Québec
No division: 01 - Montreal
No cour: 500-11-045170-137
No dossier: 41-1783304

FORMULAIRE 37

Formulaire de votation
(alinéa 51(1)(f) de la Loi)

Dans l'affaire de la proposition de
A.D.R.C. PEGASUS SURVEILLANCE INC.
de la Ville de Montreal, dans la province de Québec

Je, _____, créancier (ou Je, _____, représentant de
_____, créancier), de _____, créancier dans l'affaire
susmentionnée à l'égard de la somme de _____\$, demande au syndic agissant relativement à la
proposition de A.D.R.C. PEGASUS SURVEILLANCE INC., de consigner mon vote _____
(en faveur de ou contre) l'acceptation de la proposition, faite le 8 novembre 2013.

Daté le _____, à _____.

Témoins

Créancier (personne physique)

Créancier (personne morale)

Témoins

Par _____
Nom et titre du signataire autorisé

Retournez À:
MNP LTÉE - Syndic
Par :

Robert Takash
1155, boul. René-Lévesque Ouest, 20e étage
Montréal QC H3B 2J8
Téléphone: (514) 932-4115 Télécopieur: (514) 932-9195

District of: Quebec
Division No. 01 - Montreal
Court No. 500-11045170-137
Estate No. 41-1783304

FORM 37

Voting Letter
(Paragraph 5(1)(f) of the Act)

In the matter of the proposal of
A.D.R.C. PEGASUS SURVEILLANCE INC.
of the city of Montreal, in the Province of Quebec

I, _____, creditor (or I, _____, representative
of _____, creditor), of _____, a creditor in the above matter
for the sum of \$ _____, hereby request the trustee acting with respect to the proposal of A.D.R.C.
PEGASUS SURVEILLANCE INC., to record my vote _____ (for or against) the acceptance of the
proposal as made on the 8th day of November 2013.

Dated at _____, this _____ day of _____.

Witness

Individual Creditor

Witness

Name of Corporate Creditor

Per _____

Name and Title of Signing Officer

Return To:
MNP LTÉE - Trustee
Per:

Robert Takash
1155, boul. René-Lévesque Ouest, 20e étage
Montréal QC H3B 2J8
Phone: (514) 932-4115 Fax: (514) 932-9195

MNP LTEE
1155, boul. René-Lévesque O., 20^e étage, Montréal (Québec) H3B 2J8
Téléphone : (514) 932-4115
Télécopieur : (514) 932-9195

PREUVE DE RÉCLAMATION

(articles 50.1, 81.5 et 81.6, paragraphes 65.2(4), 81.2(1), 81.3(8), 81.4(8), 102(2), 124(2) et 128(1)
et alinéas 51(1)e) et 66.14b) de la Loi)

Expédier tout avis ou toute correspondance concernant la présente réclamation à l'adresse suivante:

Dans l'affaire de la faillite (ou de la proposition ou de la mise sous séquestre) de _____ (nom du débiteur) de
_____ (ville et province) et de la réclamation de _____ créancier.

Je soussigné, _____ (nom du créancier ou du représentant du créancier), de
_____ (ville et province), certifie ce qui suit:

1. Je suis le créancier du débiteur susnommé (ou je suis _____ (préciser le poste ou la fonction)
de _____ (nom du créancier ou de son représentant).
2. Je suis au courant de toutes les circonstances entourant la réclamation visée par le présent formulaire.
3. Le débiteur était, à la date de la faillite (ou à la date de la mise sous séquestre ou, s'il s'agit d'une proposition, à la date du dépôt de l'avis
d'intention ou, à défaut, à la date du dépôt de la proposition), soit le _____, endetté envers le créancier et l'est toujours,
pour la somme de _____ \$, comme l'indique l'état de compte (ou l'affidavit) ci-joint et désigné comme l'annexe A, après
déduction du montant de toute créance compensatoire à laquelle le débiteur a droit. (L'état de compte ou l'affidavit annexé doivent faire
mention des pièces justificatives ou de toute autre preuve à l'appui de la réclamation.)

4. (Cochez la catégorie qui s'applique et remplissez les parties requises.)

A. RÉCLAMATION NON GARANTIE AU MONTANT DE _____ \$

(autre qu'une réclamation d'un client visée par l'article 262 de la Loi)

En ce qui concerne cette créance, je ne détiens aucun avoir du débiteur à titre de garantie et :

(Cochez ce qui s'applique.)

pour le montant de _____ \$, je ne revendique aucun droit à un rang prioritaire.

pour le montant de _____ \$, je revendique le droit à un rang prioritaire en vertu de l'article 136 de la Loi.

(Indiquez sur une feuille annexée les renseignements à l'appui de la réclamation prioritaire.)

B. RÉCLAMATION DU LOCATEUR SUITE À LA RÉSILIATION D'UN BAIL, AU MONTANT DE _____ \$.

J'ai une réclamation en vertu du paragraphe 65.2(4) de la Loi, dont les détails sont mentionnés ci-après :

(Donnez tous les détails de la réclamation, y compris les calculs s'y rapportant.)

C. RÉCLAMATION GARANTIE AU MONTANT DE _____ \$

En ce qui concerne la créance susmentionnée, je détiens des avoirs du débiteur à titre de garantie, dont la valeur estimative s'élève à
_____ \$, et dont les détails sont mentionnés ci-après :

(Donnez des renseignements complets au sujet de la garantie, y compris la date à laquelle elle a été donnée et la valeur que
vous lui attribuez, et annexez une copie des documents relatifs à la garantie.)

D. RÉCLAMATION D'UN AGRICULTEUR, D'UN PÊCHEUR OU D'UN AQUICULTEUR AU MONTANT DE _____ \$.

J'ai une réclamation en vertu du paragraphe 81.2(1) de la Loi pour la somme impayée de _____ \$.

(Veuillez joindre une copie de l'acte de vente et des reçus de livraison.)

E. RÉCLAMATION D'UN SALARIÉ AU MONTANT DE _____ \$

J'ai une réclamation en vertu du paragraphe 81.3(8) de la Loi au montant de _____ \$.

J'ai une réclamation en vertu du paragraphe 81.4(8) de la Loi au montant de _____ \$.

F. RÉCLAMATION D'UN EMPLOYÉ RELATIVE AU RÉGIME DE PENSION AU MONTANT DE _____ \$

J'ai une réclamation en vertu du paragraphe 81.5 de la Loi au montant de _____ \$.

J'ai une réclamation en vertu du paragraphe 81.6 de la Loi au montant de _____ \$.

G. RÉCLAMATION CONTRE LES ADMINISTRATEURS AU MONTANT DE _____ \$

(À remplir lorsque la proposition vise une transaction quant à une réclamation contre les administrateurs.)

J'ai une réclamation en vertu du paragraphe 50(13) de la Loi, dont les détails sont mentionnés ci-après:

(Donnez tous les détails de la réclamation, y compris les calculs s'y rapportant.)

H. RÉCLAMATION D'UN CLIENT D'UN COURTIER EN VALEURS MOBILIÈRES FAILLI AU MONTANT DE _____ \$

J'ai une réclamation en tant que client en conformité avec l'article 262 de la Loi pour des capitaux nets; dont les détails sont mentionnés ci-après:

(Donnez tous les détails de la réclamation, y compris les calculs s'y rapportant.)

5. Au meilleur de ma connaissance, je suis lié (ou le créancier susnommé est lié) (ou je ne suis pas lié ou le créancier susnommé n'est pas lié) au débiteur selon l'article 4 de la Loi, et j'ai (ou le créancier susnommé a) (ou je n'ai pas ou le créancier susnommé n'a pas) un lien de dépendance avec le débiteur.

6. Les montants suivants constituent les paiements que j'ai reçus du débiteur, les crédits que j'ai attribués à celui-ci et les opérations sous-évaluées selon le paragraphe 2(1) de la Loi auxquelles j'ai contribué ou été partie intéressée au cours des trois mois (ou, si le créancier et le débiteur sont des « personnes liées » au sens du paragraphe 4 de la Loi ou ont un lien de dépendance, au cours des douze mois) précédant immédiatement l'ouverture de la faillite, telle que définie au paragraphe 2(1) de la Loi.
(Donnez les détails des paiements, des crédits et des opérations sous-évaluées.)

7. *(Applicable seulement dans le cas de la faillite d'une personne physique)*

Lorsque le syndic doit réexaminer la situation financière du failli pour déterminer si celui-ci est tenu de verser les paiements prévus à l'article 68 de la LFI, je demande que l'on m'avise, conformément au paragraphe 60(4) de la Loi, du nouveau montant que le failli est tenu de verser à l'actif de la faillite ou du fait que le failli n'a plus de revenu excédentaire.

Je demande qu'une copie du rapport dûment rempli par le syndic quant à la demande de libération du failli, en conformité avec le paragraphe 170(1) de la Loi, me soit expédiée à l'adresse susmentionnée.

Daté à _____, le _____ 20____.

Témoin

Créancier

Numéro de téléphone: _____

Numéro de télécopieur: _____

Adresse électronique: _____

REMARQUES : Si un affidavit est joint au présent formulaire, il doit avoir été fait devant une personne autorisée à recevoir des affidavits.

AVERTISSEMENTS : Le syndic peut, en vertu du paragraphe 128(3) de la Loi, racheter une garantie sur paiement au créancier garanti de la créance ou de la valeur de la garantie telle qu'elle a été fixée par le créancier garanti dans la preuve de garantie.
Le paragraphe 201(1) de la Loi prévoit l'imposition de peines sévères en cas de présentation de réclamations, de preuves, de déclarations ou d'états de compte qui sont faux.

FORMULE DE PROCURATION GÉNÉRALE

(alinéas 51(1)e) et 66.15(3)b) et paragraphe 102(2))

Dans l'affaire de la faillite (ou de la proposition ou de la proposition de consommateur) de: _____; failli
(ou personne insolvable ou débiteur consommateur):

Je, _____ (nom du créancier), de _____ (nom de la ville),
créancier dans l'affaire susmentionnée nomme

_____ mon fondé de pouvoir à tous égards dans l'affaire susmentionnée, sauf la réception de
dividendes, celui-ci étant habilité à nommer un autre fondé de pouvoir à sa place (ou n'étant pas habilité à nommer un autre fondé de pouvoir
à sa place).

Fait à _____, le _____ 200__.

(Témoin)

(Créancier Individuel)

Nom du créancier qui est une personne morale:

(Témoin)

Par: _____

(Nom et titre du signataire autorisé)

MNP LTD
1155 René-Lévesque blvd W., 20th floor, Montreal (Quebec) H3B 2J8
Telephone : (514) 932-4115
Fax : (514) 932-9195

PROOF OF CLAIM

(Sections 50.1, 81.5, 81.6, Subsections 65.2(4), 81.2(1), 81.3(8), 81.4(8), 102(2), 124(2), 128(1),
and Paragraphs 51(1)(e) and 66.14(b) of the Act)

All notices or correspondence regarding this claim must be forwarded to the following address:

_____ (name of debtor) of _____ (city and province) and the claim of _____ creditor.

I, _____ (name of creditor or representative of the creditor), of _____ (city and province), do hereby certify:

1. That I am a creditor of the above-named debtor (or that I am _____ (name of creditor or representative of the creditor). (state position or title) of _____
2. That I have knowledge of all the circumstances connected with the claim referred to below.
3. That the debtor was, at the date of bankruptcy (or the date of the receivership, or in the case of a proposal, the date of the notice of intention or of the proposal, if no notice of intention was filed), namely the _____ day of _____, and still is, indebted to the creditor in the sum of \$ _____, as specified in the statement of account (or affidavit) attached and marked Schedule "A", after deducting any counterclaims to which the debtor is entitled. (The attached statement of account or affidavit must specify the vouchers or other evidence in support of the claim.)

4. Check and complete appropriate category

A. UNSECURED CLAIM OF \$ _____

(other than as a customer contemplated by Section 262 of the Act)

That in respect of this debt, I do not hold any assets of the debtor as security and

(Check appropriate description.)

- Regarding the amount of \$ _____, I claim a right to a priority under section 136 of the Act.
- Regarding the amount of \$ _____, I do not claim a right to a priority.

(Set out on an attached sheet details to support priority claim.)

B. CLAIM OF LESSOR FOR DISCLAIMER OF A LEASE \$ _____

That I hereby make a claim under subsection 65.2(4) of the Act, particulars of which are as follows:

(Give full particulars of the claim, including the calculations upon which the claim is based)

C. SECURED CLAIM OF \$ _____

That in respect of this debt, I hold assets of the debtor valued at \$ _____ as security, particulars of which are as follows:

(Give full particulars of the security, including the date on which the security was given and the value at which you assess the security, and attach a copy of the security documents.)

D. CLAIM BY FARMER, FISHERMAN OR AQUACULTURIST OF \$ _____

That I hereby make a claim under subsection 81.2(1) of the Act for the unpaid amount of \$ _____

(Attach a copy of sales agreement and delivery receipts.)

E. CLAIM BY WAGE EARNER OF \$ _____

That I hereby make a claim under subsection 81.3(8) of the Act in the amount of \$ _____

That I hereby make a claim under subsection 81.4(8) of the Act in the amount of \$ _____

F. CLAIM BY EMPLOYEE FOR UNPAID AMOUNT REGARDING PENSION PLAN OF \$ _____

That I hereby make a claim under subsection 81.5 of the Act in the amount of \$ _____

That I hereby make a claim under subsection 81.6 of the Act in the amount of \$ _____

G. CLAIM AGAINST DIRECTOR \$ _____

(To be completed when a proposal provides for the compromise of claims against directors)

That I hereby make a claim under subsection 50(13) of the Act, particulars of which are as follows:

(Give full particulars of the claim, including the calculations upon which the claim is based)

H. CLAIM OF A CUSTOMER OF A BANKRUPT SECURITIES FIRM \$ _____

That I hereby make a claim as a customer for net equity as contemplated by section 262 of the Act, particulars of which are as follows:

(Give full particulars of the claim, including the calculations upon which the claim is based.)

5. That, to the best of my knowledge, I am (or the above-named creditor is) (or am not or is not) related to the debtor within the meaning of section 4 of the Act, and have (or has) (or have not or has not) dealt with the debtor in a non-arm's-length manner.

6. That the following are the payments that I have received from, the credits that I have allowed to, and the transfers at undervalue within the meaning of subsection 2(1) of the Act that I have been privy to or a party to with the debtor within the three months (or, if the creditor and the debtor are related within the meaning of section 4 of the Act or were not dealing with each other at arm's length, within the 12 months) immediately before the date of the initial bankruptcy event within the meaning of subsection 2(1) of the Act: (Provide details of payments, credits and transfers at undervalue.)

7. *(Applicable only in the case of the bankruptcy of an individual.)*

Whenever the trustee reviews the financial situation of a bankrupt to redetermine whether or not the bankrupt is required to make payments under section 68 of the Act, I request to be informed, pursuant to paragraph 68(4) of the Act, of the new fixed amount or of the fact that there is no longer surplus income.

I request that a copy of the report filed by the trustee regarding the bankrupt's application for discharge pursuant to subsection 170(1) of the Act be sent to the above address.

Dated at _____, this _____ day of _____, 20_____.

Witness

Creditor

Phone Number: _____

Fax Number: _____

E-mail Address: _____

NOTES:

If an affidavit is attached, it must have been made before a person qualified to take affidavits.

WARNINGS:

A trustee may, pursuant to subsection 120(3) of the Act, redeem a security on payment to the secured creditor of the debt or the value of the security as assessed, in a proof of security, by the secured creditor. Subsection 201(1) of the Act provides severe penalties for making any false claim, proof, declaration or statement of account.

GENERAL PROXY

(Paragraphs 51(1)e) and 66.15(3)b) and subsection 102(2))

In the matter of the bankruptcy (or proposal or consumer proposal) of : _____
debtor (or an insolvent person or consumer debtor) :

I, _____ (name of creditor), of _____ (name
of city, town or village), a creditor in the above matter, hereby appoint _____ of
_____, to be my (or our) general proxy in the above matter except as to the receipt of
dividends, with (or without) power to appoint another general proxy in his or her place.

Dated at _____, this _____ day of _____, 20_____.

(Witness)

(Witness)

(Individual Creditor)
Name of Corporate Creditor:

Per: _____
(Name and Title of Signing Officer)